

22. LES DEBUTS TENDUS DU PARTI OUVRIER A VERVIERS (1998)

*Les premières années du POB verviétois furent marquées par d'intenses rivalités internes. C'est ce que retraçait le troisième chapitre des **Belles heures** de la Fédération socialiste verviétoise, que l'on voyait enfin naître à la fin de celui-ci.*

Les 5 et 6 avril 1885, au Cygne, à Bruxelles, lors du Congrès qui donnera naissance au Parti Ouvrier Belge, les cent douze délégués rassemblés représentent cinquante-neuf groupes, en écrasante majorité bruxellois et flamands. Seuls dix groupes proviennent de Wallonie et, parmi ceux-ci, quatre de Verviers: le cercle politique « En Avant », un syndicat de tisserands, un autre de métallurgistes et enfin une boulangerie coopérative. C'est à la fois peu et beaucoup, car la présence verviétoise à ce Congrès devenu historique est relativement forte compte tenu du nombre total de Wallons présents à cette réunion.

Si des Verviétois sont parmi ceux qui jettent les bases d'un Parti Ouvrier qui s'étendra à l'ensemble du pays (au contraire du Parti Socialiste Belge fondé en 1879 par les seuls militants flamands et bruxellois qui en avaient assez d'attendre le ralliement des Wallons à l'action politique), on le doit au travail accompli depuis le début de la décennie par quelques anciens de l'Internationale, au premier rang desquels Fluche et Joseph Maigray, et à quelques nouvelles figures dont Adolphe Gierkens et Grégoire Plumhans. Ceux-ci avaient tenté de redresser le mouvement ouvrier verviétois après la disparition du *Mirabeau* en mai 1880 : au terme de douze années et cinq mois de parution ininterrompue, longévité tout à fait exceptionnelle pour un journal socialiste dans le contexte de l'époque, l'hebdomadaire ouvrier verviétois avait été réduit au silence par deux amendes judiciaires précipitant un lent déclin amorcé en 1874.

Alors que le mouvement ouvrier est quasi réduit à néant dans la vallée de la Vesdre, Fluche et ses amis créent à la fin de l'année 1881 un nouveau cercle politique, sous le nom de « En Avant ». Quelques semaines plus tard, ils lanceront un nouveau journal, *La Sentinelle* qui paraîtra jusqu'en 1884. Sans nécessairement renier leurs convictions antérieures et notamment, pour certains d'entre eux, leur esprit d'indépendance voire leur réticence pour l'action politique, une poignée d'hommes va rechercher désormais, par delà certaines nuances d'opinion, les conditions d'une nouvelle mobilisation des travailleurs verviétois.

Les voix de la relance seront multiples. Outre le cercle de propagande politique et son journal, les militants socialistes profitent de mouvements sociaux durant le même hiver 81-82 pour tenter de recréer des organisations syndicales : d'une part, une Fédération des Tisserands de la Vallée de la Vesdre, et d'autre part, une Association des Mécaniciens et Métallurgistes de Verviers et environs. Autre champ d'action tout à fait dans la ligne du socialisme plutôt que dans la conception anarchiste du combat: la coopération ; Fluche invite le Gantois Edouard Anseele, orfèvre en la matière, à venir parler à Verviers en 1884. Au terme de sa conférence, 75 auditeurs se font inscrire pour la création d'une « Meunerie et Boulangerie », société coopérative ouvrière qui voit le jour en novembre 1884. Assez rapidement la nouvelle coopérative regroupe quelque 300 familles et produit 7.000 pains par semaine.

Enfin en cette même année 1884, le mouvement ouvrier verviétois à peine renaissant franchit un pas décisif en s'engageant dans le combat politique à l'occasion des élections communales d'octobre. Cette première lutte électorale se soldera par un échec mais une orientation nouvelle est prise, qui rompt définitivement avec l'abstentionnisme politique cher aux anarchistes. Bref, quelque chose a donc repris vigueur en bord de Vesdre et même un peu plus qu'ailleurs en Wallonie lorsqu'une nouvelle tentative de regroupement de toutes les forces ouvrières belges aboutit à la création du P.O.B. à Pâques 1885.

L'année suivante, les grands mouvements de mars 1886 épargneront la cité lainière alors que partout ailleurs dans le sillon industriel wallon, les grèves et les émeutes incendiaries tirent les travailleurs d'un incontestable assoupissement sur le plan militant. Est-ce parce que la classe ouvrière verviétoise, elle, était régulièrement conscientisée par des journaux ou des meetings et avec des hauts et des bas organisée en groupes les plus divers depuis près de vingt ans, que Verviers resta à l'écart de cette bourrasque sociale ? Sans doute en effet. Plus que Liège et tout autre bassin industriel wallon, Verviers, en avance en matière de lutte sociale depuis le début du siècle sur le reste de la Wallonie et du pays, avait pu expérimenter depuis deux décennies les vertus comme les faiblesses des diverses formes d'action ouvrière et, parmi ses travailleurs, il y avait quelques années déjà que les leaders les plus écoutés prônaient désormais l'organisation plus que la révolte.

En cette année 1886, la boulangerie coopérative verviétoise est désormais forte de 1.500 membres et son succès est tel qu'elle emploie un travailleur en la personne de Jean Fraiture dit Defraiteur, son principal dirigeant. Pour la première fois, le mouvement ouvrier verviétois secrète ainsi un emploi en son sein. En 1887, Fluche et Defraiteur tentent ensemble de lancer un nouveau journal socialiste local, *Le Tirailleur verviétois*, pour combattre les catholiques sociaux mais conservateurs qui commencent à s'acharner sur les organisations socialistes renaissantes et tout particulièrement sur la coopérative, compte tenu du succès que celle-ci remporte dans la classe ouvrière.

La disparition rapide du *Tirailleur verviétois*, après quelques semaines, est un signe de la trop faible implantation du P.O.B. dans l'agglomération verviétoise, et pourtant ses militants font le maximum, multipliant les meetings pour susciter l'adhésion aux groupes socialistes.

Le P.O.B. lutte pour la première fois en tant que tel aux élections communales d'octobre 1887 dans plusieurs communes industrielles. A Dison, les trois candidats socialistes obtiennent 46 % des votes au premier tour (alors que l'on est encore loin du suffrage universel) et, s'ils sont battus au second, c'est à cause des voix catholiques venues en appoint aux libéraux. A Ensival par contre, les socialistes ont fait des listes communes avec ces derniers et ils parviennent à faire élire deux des leurs au Conseil : Joseph Maigray, l'ancien de l'Internationale, et Jean Malempré, qui deviendra plus tard député.

Deux élus à Ensival, une victoire ratée de peu à Dison, mais rien à Verviers: les socialistes ne s'y sont pas présentés. C'est que le P.O.B. ne s'y porte pas très bien. Certes, la propagande des catholiques sociaux comme celle des anarchistes ne facilite pas la tâche des militants socialistes verviétois mais un autre élément a sans doute commencé à rebuter certains : une querelle interne est apparue et elle va progressivement déchirer le P.O.B. en deux factions rivales sur le territoire verviétois.

On trouve à l'origine du conflit la décision de la coopérative socialiste, dans un premier temps, d'adjoindre à la boulangerie un débit de boissons. Cette option nouvelle lèse les intérêts personnels de militants qui, comme Fluche ou Gierkens par exemple, se sont établis cafetiers après avoir été victimes du boycott patronal. Puis, dans un second temps, les animateurs de la coopérative décident de créer une autre société qui aura pour objet l'exploitation de locaux pour les réunions ouvrières. Cette fois, la perte risque d'être sèche pour les hommes comme Fluche qui, depuis plusieurs années, louent un local au cercle « En Avant » : Fluche avale difficilement ce qu'il considère comme un geste d'ingratitude à son égard.

Tel semble bien être le point de départ d'une querelle qui va diviser le mouvement ouvrier verviétois durant une dizaine d'années et retarder d'autant l'émergence d'une véritable Fédération socialiste de l'arrondissement de Verviers englobant tous les groupes de celui-ci.

Après l'exclusion de Fluche et de plusieurs de ses amis de la boulangerie coopérative, suite à des contestations sur la validité des comptes, un pas de plus est franchi lorsque les dirigeants de la coopérative créent un cercle politique entrant en concurrence directe avec le groupe « En Avant », le cercle « Le Devoir ».

La lutte se fera à découvert et sur le terrain électoral lors des élections provinciales du printemps 1890 puis lors des communales d'octobre de cette même année. A ce moment, on retrouve des socialistes sur deux listes différentes à Verviers: certains sur une liste patronnée par Defraiteur et la coopérative, d'autres sur une liste soutenue par Fluche et regroupant des socialistes et des petits commerçants progressistes. Lutte fratricide, dispersion

des forces: c'est l'échec assuré. Au total, aucun candidat ouvrier d'aucune des deux listes ne sera élu à Verviers, alors que dans le même temps à Ensival, les socialistes obtiennent 55 % des suffrages, renforcent leur présence au Conseil communal par quatre conseillers supplémentaires et obtiennent ainsi la première majorité socialiste dans l'arrondissement - avant même la généralisation du droit de vote!

Le fossé va continuer à se creuser ensuite. C'est ainsi que la lutte électorale de l'automne 1890 a été l'occasion pour la tendance de Defraiteur d'organiser les divers groupes qui sont basés au local de la coopérative au sein d'une Fédération verviétoise du P.O.B. : on y retrouve la boulangerie, le cercle politique « Le Devoir », la mutualité socialiste et la Jeune Garde Socialiste principalement. La plupart des groupes des autres localités de l'arrondissement par contre n'adhèrent pas à cette Fédération qui est donc purement locale, même si en 1891, lorsqu'elle accueille le septième Congrès annuel du P.O.B., elle compte huit groupes, mais toujours tous verviétois.

Parallèlement, la tendance de Pierre Fluche ne reste pas inactive. Au contraire, au début de 1892, le cercle « En Avant » et son leader historique prennent une part active à l'agitation qui gagne le pays pour obtenir la révision constitutionnelle qui doit rendre possible l'octroi du droit de vote. A cette occasion, les militants verviétois de la tendance Fluche parcourent tout l'arrondissement et fédèrent ensuite les divers groupes existants ou qu'ils y ont créés en une organisation rivale de celle de Defraiteur, baptisée la Fédération d'arrondissement du P.O.B. : elle regroupera les organisations socialistes d'Ensival, Hodimont, Pepinster, Xhendelesse, Cornesse, Andrimont, Dison, Herve, Petit-Rechain, Dolhain et Lambermont notamment.

Les militants de la Fédération d'arrondissement seront une fois de plus à la pointe du combat quand le P.O.B. décrètera, au printemps 1893, la grève générale pour le suffrage universel: près des six dixièmes des travailleurs verviétois se croisent les bras, comme ailleurs dans le pays, pour faire pression sur les Parlementaires. Lorsque les dirigeants nationaux du P.O.B. marqueront leur accord sur le vote plural alors que les travailleurs étaient mobilisés depuis des années autour de l'obtention du suffrage universel pur et simple, la confusion sera générale et la reprise du travail particulièrement difficile à obtenir en certains endroits, notamment à Verviers où Fluche tentera d'inciter les ouvriers à continuer la grève. Or, de l'aveu du *Peuple* lui-même, à Verviers, la reprise s'effectuera « avec mécontentement et mauvaise humeur » : en restant fidèle à ses

convictions en la matière pendant le conflit, Fluche a sans doute marqué un point décisif aux yeux des ouvriers verviétois.

Les premières élections législatives au suffrage universel «tempéré» par le vote plural (et de surcroît exclusivement réservé aux hommes...) sont fixées pour octobre 1894. Dans la perspective du scrutin législatif, les deux tendances socialistes verviétoises effectuent un premier rapprochement en décembre 1893. C'est le début d'un très lent processus de réunification qui durera cinq ans, avec des hauts et des bas. Lors d'un congrès extraordinaire, une entente est conclue au moyen de la révision des statuts de la Fédération d'arrondissement. Les groupes de la Fédération verviétoise sont intégrés dans celle-ci mais l'unité sera de courte durée puisque, dès décembre de l'année suivante, les groupes de l'ancienne Fédération verviétoise reprendront leur autonomie en payant directement leur cotisation au Conseil général du P.O.B. et non plus à la Fédération d'arrondissement qui, à nouveau, usurpera son nom bien malgré elle.

Mais d'ici là, le P.O.B. connaît deux grands succès durant l'année 1894. C'est d'abord, le 13 mars, l'inauguration par les socialistes de Defraiteur d'une vaste Maison du Peuple construite rue du Gymnase. Le nouveau local socialiste est en forme d'équerre et il comporte deux étages. Particulièrement soignée, la façade porte à son sommet une statue de la liberté, tandis que des allégories de l'agriculture et de la moisson encadrent un grand balcon pour rappeler la vocation principale de boulangerie coopérative. Les bâtiments couvrent 450 m². La Fédération socialiste, les groupes syndicaux, culturels et autres y louent des bureaux. Au dessus du café, la grande salle mesure 15 mètres sur 20, avec une vaste scène et une galerie de trois mètres de large. L'aile du fond de la cour contient le moulin à vapeur, la boulangerie mécanique, la fabrique de pain d'épices, les écuries et les magasins.

L'inauguration rassemble 4.000 personnes et de nombreux orateurs de tout le pays, dont le leader socialiste belge Emile Vandervelde qui déclare: « Il y a quelques jours, je me trouvais à Londres chez Frédéric Engels, le compagnon de Karl Marx. Il me demanda ce que nous devenions en Belgique et me parlant de Verviers, boulevard de l'ancienne Internationale, il voulait savoir si le mouvement n'y avait pas faibli. Je lui ai répondu que nous inaugurons aujourd'hui un palais dans cette ville où l'Internationale avait été si forte ». De fait, la construction de la rue du Gymnase, imposant témoin des oeuvres chères à une des tendances du P.O.B., est à la mesure des monuments que feront construire les socialistes bruxellois ou gantois cinq et six ans plus tard : Maison du Peuple de Horta à Bruxelles en 1899, « Onze Huis » du Vooruit gantois en 1900.

Dans leurs locaux tout neufs, les socialistes préparent fiévreusement les premières élections législatives au suffrage plural du mois d'octobre. L'Ensivalois Jean Malempré conduira la liste, suivi par Adolphe Gierkens, par le tisserand disonais Jean Davuister et par un cultivateur dolhainois, Thomas Niezette. Le chef historique du mouvement ouvrier verviétois, Pierre Fluche, a refusé d'être candidat. Il ne souhaite pas cautionner par sa personne la liste socialiste alors qu'il est intimement convaincu qu'il vaudrait mieux, pour le progrès de la démocratie, qu'elle soit vaincue! Car, écrit-il alors à Victor Dave, «les ouvriers pourraient alors savoir par expérience que le système plural n'est qu'une farce et toutes les forces démocratiques se trouveraient dans la nécessité de s'unir pour obtenir le pur et simple en montrant les dents bien entendu. S'il n'en est pas ainsi, nous en aurons pour une vingtaine d'années au moins avec le plural... » - ce qui était d'une remarquable clairvoyance.

Le 14 octobre 1894, le scrutin mobilise près de 36.000 électeurs, dont 13.000 disposant de deux ou de trois voix: cette minorité totalise à elle seule plus de 32.000 voix soit près de 60 % des votes face aux 22.700 suffrages des électeurs à une voix ! Au Sénat, ce sont 63 % des votes que les 13.000 électeurs à deux et trois voix détiennent! Malgré cela, les socialistes arrivent en deuxième position, derrière les catholiques certes, mais devant les libéraux et les progressistes. Au second tour, grâce à l'appui des voix libérales, les quatre candidats socialistes l'emportent haut la main le dimanche suivant. Au soir du 21 octobre 1894, alors que 28 députés socialistes ont été élus en Wallonie (dont plusieurs Flamands et Bruxellois), c'est l'euphorie à la Maison du Peuple: deux tisserands, un cafetier et un ouvrier agricole vont occuper à la Chambre les sièges jusqu'ici monopolisés par les grands industriels de la place.

Autant que le vote libéral au second tour, l'unité d'action des socialistes verviétois avait bien sûr contribué à l'élection des quatre députés ouvriers. Malheureusement, les conflits de tendances et de personnes resurgissent très peu de temps après. Dès juillet 1894 d'ailleurs, de nouveaux signes de mésentente étaient apparus lorsque Defraiteur avait cessé de collaborer au journal de la Fédération socialiste. A la fin de l'année, on l'a dit plus haut, les groupes de l'ancienne Fédération verviétoise, menés par Defraiteur, reprenaient leur autonomie. En février 1895, ils franchissaient un pas de plus en faisant paraître un nouvel hebdomadaire socialiste, concurrent direct du journal officiel du Parti. Verviers compte donc alors deux hebdomadaires socialistes: c'est la manifestation la plus évidente de la division du mouvement entre deux tendances.

Que représentent l'une et l'autre? La Fédération d'arrondissement a, à sa tête, les quatre députés et Fluche, et elle comprend une dizaine de groupes à Verviers même et une vingtaine dans le reste de l'arrondissement. La Fédération dissidente rassemble, elle, une quinzaine de groupes seulement, tous verviétois, mais parmi lesquels le plus important est la boulangerie coopérative. La Fédération dissidente est restée à la Maison du Peuple de la rue du Gymnase, propriété de la boulangerie coopérative. Par contre, les groupes de la Fédération d'arrondissement abandonnent celle-ci dès avril 1896 et à partir de septembre 1897 ils disposent même de leur

propre local, « Le Peuple », situé en haut de Crapaurue, dans une maison aujourd'hui détruite à l'angle de la rue de Heusy.

L'année 1895 est marquée par plusieurs grands mouvements de grève à Verviers, grève des tisserands contre la généralisation du tissage à deux métiers, grève des rattacheurs, lock-out des filatures, grève des ouvriers du peigné: c'est donc dans un climat social particulièrement tendu que les socialistes s'attellent à partir de l'été à la préparation des premières élections communales au vote plural, qui sont prévues pour novembre 1895. Dès l'été, les dirigeants socialistes en appellent dans tous leurs discours à l'union ouvrière pour le scrutin de novembre, dans l'espoir de constituer une liste démocratique qui rassemblerait tous les progressistes - en ce compris les démocrates chrétiens qui l'année précédente pour les élections législatives, ont fait cause commune avec la droite conservatrice.

Mais l'union électorale, il faut d'abord la réaliser au sein du P.O.B. Une entente au moins de façade est donc recherchée entre les deux tendances socialistes et, en septembre, un Congrès régional détermine les bases d'un accord en reconnaissant l'autonomie des deux Fédérations rivales et en distribuant d'égale manière entre elles les places sur la future liste socialiste à Verviers. Pour favoriser sinon l'entente, au moins en apparence, il est convenu que les deux journaux socialistes concurrents disparaîtront au profit d'un titre unique.

En octobre, les grandes manoeuvres se déploient pour mettre en place une liste rassemblant toutes les forces démocratiques verviétoises, à savoir non seulement les deux tendances du P.O.B., mais aussi les libéraux progressistes et une association de petits commerçants. Tous ensemble, ils se présenteront sous le nom de Concentration démocratique, une concentration que les démocrates chrétiens n'ont pas voulu rejoindre, préférant lutter seuls cette fois-ci.

Malgré la défection des démocrates chrétiens, les divisions socialistes étalées au grand jour depuis des années, l'intensité de la propagande anarchiste et l'inéquité du système électoral, le P.O.B. verviétois est convaincu que la Concentration peut emporter une majorité absolue au Conseil communal et enfin gérer la ville avec le souci d'améliorer le quotidien de la classe ouvrière. C'est pour cela que Pierre Fluche a accepté de conduire la liste démocratique et les observateurs ne s'y tromperont pas: pour eux, la lutte se circonscrit entre cette dernière et l'ensemble des forces conservatrices.

La désillusion est amère. La Concentration escomptait la majorité absolue avec treize élus directs, elle en obtient à peine neuf : un commerçant, deux progressistes et six socialiste. Alors qu'à Enval et à Dison la majorité absolue est acquise, à Verviers les socialistes haranguent les ouvriers pour qu'ils se serrent les coudes afin d'achever dans quatre ans la conquête du pouvoir : on est loin du compte ... De même, les socialistes espéraient deux échevinats au sein d'un collège démocrate de cinq membres mais ce n'est que grâce à une erreur de vote d'un libéral que la Concentration parviendra à faire élire un échevin progressiste, qui sera remplacé par Pierre Fluche à la fin de 1896. Pour le reste, libéraux doctrinaires et catholiques conservateurs ont voté comme un bloc pour le maintien exclusif du pouvoir communal à droite: sur les bancs du Conseil où ils s'asseyaient pour la première fois, les conseillers socialistes constatent amèrement une fois de plus que l'alliance des coffres-forts par delà les divergences philosophiques n'est pas qu'une image.

Les dissensions entre socialistes reprendront de plus belle, comme il fallait s'y attendre, après le scrutin de novembre 1895. Chaque tendance publie à nouveau son hebdomadaire. La Fédération d'arrondissement fait des ouvertures qui sont repoussées et Emile Vandervelde lance en vain des appels au bon sens. Au contraire, les groupes de la Maison du Peuple présentent pour les élections au Conseil de Prud'homme du 28 mai 1897 une liste en compétition avec celle déposée par la Fédération d'arrondissement. La bataille prend l'allure d'une véritable campagne électorale, au terme de laquelle la liste de la Fédération d'arrondissement obtient, sur Verviers-ville, les deux tiers des suffrages environ contre un tiers à celle des groupes de la Maison du Peuple.

Le verdict des travailleurs ne met pourtant pas un terme à la scission et Defraiteur situe maintenant le terrain de la lutte entre les deux tendances sur le plan idéologique: il y voit une lutte «entre coopérateurs et anticoopérateurs, entre syndicats et groupes politiques» autrement dit, selon lui, entre socialistes désintéressés et politiciens qu'il dénonce de manière de plus en plus hargneuse.

Dans l'espoir de mettre un terme au conflit verviétois avant les élections législatives de mai 1898, le Conseil général du P.O.B. porte la question à l'ordre du jour de son Congrès annuel d'avril 1897. C'est la première phase de la réunification. Lors de ce Congrès, le Parti décide que tous les groupes verviétois devront adhérer à nouveau à la Fédération socialiste de l'arrondissement de Verviers et, par ailleurs, que cette dernière devra réintégrer la Maison du Peuple et faire la propagande de la coopérative. Le compromis est accepté par les deux tendances, mais chacune conserve encore le journal qu'elle publie depuis 1895. .

En mai 1898, pour les législatives, les deux hebdomadaires socialistes feront cause commune, le P.O.B. verviétois réunifié présentant ses trois députés sortant (Malempré, Dauvister et Gierkens) ainsi qu'une candidature «nationale» en la personne de Louis de Brouckère. Mais cette fois l'appui libéral lors du second tour ira aux catholiques, les électeurs socialistes n'ayant pas accordé leurs voix en nombre suffisant au premier tour aux sénateurs libéraux sortants tant et si bien que ceux-ci ont été évincés par les candidats catholiques ! Les

libéraux doctrinaires ne leur pardonneront pas ... et le 30 mai 1898, grâce à l'abstention massive ou au vote de rancune des libéraux, les quatre candidats catholiques seront élus à la Chambre, renvoyant Gierkens à son café, Dauvister et Malempré à leur usine. Cette défaite précipitera la recherche d'une entente définitive entre socialistes verviétois. En juillet suivant, en même temps que le non remplacement de son permanent faute de moyens, la Fédération socialiste d'arrondissement décide la disparition simultanée des deux hebdomadaires socialistes jusque là concurrents et leur fusion dans un hebdomadaire unique, *En Avant*.

Le nouveau journal est édité par une société coopérative, la Presse ouvrière, dont divers groupes et une centaine de militants détiennent les actions. Les membres du Comité de rédaction sont désignés par le Conseil fédéral suivant les principes d'équilibre entre ligues ouvrières, syndicats, coopératives et (à partir de février 1899) mutualités. L'année suivante, le cercle politique « Le Devoir », créé jadis pour concurrencer le cercle « En Avant » de Fluche, et la Ligue électorale qui avait succédé à ce dernier, fusionneront pour créer un seul groupe politique socialiste verviétois, au nom évocateur de l'Union Socialiste.

Ainsi qu'on vient de le voir, les premières années du P.O.B. verviétois ont été particulièrement agitées. Des années pendant lesquelles le jeune Parti Ouvrier est accaparé par deux tâches: d'une certaine façon, on pourrait dire que l'une est orientée contre la bourgeoisie, et l'autre vers les travailleurs. En effet, d'une part son objectif politique majeur est d'arracher aux riches le droit de vote dont ils ont le monopole depuis 1830. Et d'autre part, dans le même but mais surtout en vue d'améliorations immédiates, son autre objectif est d'organiser avec méthode les ouvriers au sein d'associations non seulement politiques mais aussi économiques, sociales, et culturelles. Lequel des deux moyens possibles, et évidemment liés, doit-il être privilégié? A Verviers comme dans bien d'autres endroits, sur fond de querelles personnelles, le débat débouchera pendant longtemps sur de graves dissensions que, paradoxalement, la défaite contraindra à surmonter de manière définitive il y a tout juste un siècle.